



---

# La crise

## rupture et menaces

---

**Rapport régional 2010**  
**AR3 Basse-Normandie**

Rapporteur : Bernard Quirin  
Rapporteur adjoint : Michel Couturier





# La crise

## rupture et menaces

### AR3 Basse-Normandie

### Rapport régional 2010

#### **Groupe de travail :**

Michel COUTURIER - François GELMANN - Christian MITTAUX -  
Bernard QUIRIN - Mustapha TAOUJI

#### **Rapporteur :**

Bernard QUIRIN  
12 Clos de la Prairie, 14000 Caen  
06 77 00 41 00 Bernard.Quirin@wanadoo.fr

#### **Rapporteur adjoint :**

Michel COUTURIER  
31 rue Saint Jean, 14000 Caen  
02 31 86 79 87 mail.couturier-michel@neuf.fr

# La crise : rupture et menaces

INTRODUCTION	1
LA CRISE EST GLOBALE	2
UNE TRIPLE RUPTURE	8
DES MENACES MULTIPLES	13
CONCLUSION	19

---

## Illustration :

LE CRI (SKRIK, 1893) par Edward Munch (1863 - 1944)

Ce tableau a été peint par l'artiste durant une période où à la suite d'une rupture, il a été frappé par une crise d'angoisse qui l'a amené à interpréter tout son environnement comme menaçant.

Le coucher de soleil d'un rouge flamboyant représenté dans ce tableau, aurait été dû à un événement en Asie, qui a provoqué ce crépuscule en Europe : les cendres émises lors de l'explosion du volcan Krakatoa (Indonésie) en 1883.

---

# La crise

rupture et menaces

---

## INTRODUCTION

Au moment où la première crise générale du XXI<sup>e</sup> siècle va entrer dans une nouvelle phase, il convient de revenir sur les conditions de son émergence afin de mieux en appréhender les multiples dimensions. Economique et américaine au départ, la crise contemporaine s'est, au rythme fulgurant permis par la mondialisation, étendue à l'ensemble du monde et à toutes les activités. Elle marque une rupture avec la mondialisation et découvre un horizon aux multiples menaces.

Au théâtre, la crise correspond au moment de vérité où tout bascule. Provoquée par un événement majeur – un coup de théâtre – la crise rompt brutalement un équilibre considéré comme stable et remet en cause la survie même d'un système, avant de déboucher sur un nouvel équilibre. Moment de vérité, la crise devient celui de la révélation, du dévoilement du système auquel elle met un terme.

Dans la pièce qui se joue sous nos yeux, telle une statue du commandeur longtemps muette, la Chine se découvre : sa calligraphie représente la crise par un double idéogramme désignant à la fois le danger et l'opportunité.

# 1. LA CRISE EST GLOBALE

## 1.1. UNE CRISE ECONOMIQUE

Née aux États-Unis en 2007 avec l'éclatement de la bulle immobilière, la crise « des *subprimes* » s'est amplifiée en une crise systémique mondiale au premier semestre 2009, par un double phénomène de diffusion sectorielle et géographique : en deux trimestres, la crise immobilière se diffuse aux banques américaines et au reste du monde. En deux jours (13-14 septembre 2008) la crise bascule avec la décision de laisser Lehman Brothers faire faillite. En deux semaines la crise s'étend au reste de l'économie.

Au départ de la crise de solvabilité américaine, se trouve la politique monétaire de la Réserve fédérale des Etats-Unis, qui a baissé deux fois ses taux pour prévenir le ralentissement de l'activité, d'abord face à la bulle internet, puis après les attentats du 11 septembre 2001. La volonté d'encourager l'accès à la propriété des plus pauvres a donné lieu au montage des prêts *subprime*, ensuite titrisés. Le retournement du marché immobilier américain à partir de 2006 fait passer le taux de défaut des ménages américains de 10% en 2005 à 25% en 2008, tandis que les dépréciations des actifs immobiliers des banques américaines passent de 28Md\$ au 3<sup>e</sup> trimestre 2007 à 170Md\$ au 3<sup>e</sup> trimestre 2008. En Europe, les taux d'intérêts plus élevés qu'aux Etats-Unis permettent d'éviter une crise de solvabilité. Cependant, les banques européennes, engagées aux Etats-Unis, enregistrent des pertes et la crise des banques américaines entraîne une mondialisation de la défiance envers le système bancaire.

La récession touche l'ensemble des économies - développées, émergentes et périphériques - rendues interdépendantes par la mondialisation. Entre mars 2008 et mars 2009, la production manufacturière recule de 12% aux États-Unis, de 14% en France et de 38,5% au Japon. Les investissements productifs reculent de 12% au Japon et aux États-Unis et de 22% en Allemagne. Les mises en chantier s'effondrent de 50 à 60% en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. La baisse de la consommation et des investissements se traduit mécaniquement par un effondrement des exportations qui provoque un recul de 41% du commerce mondial, alors que la valeur des exportations était passée de 7 à 27% du PIB mondial entre 1960 et 2008. Les rapatriements de capitaux des pays émergents - en particulier vers les bons du Trésor américains - atteignent 200 à 300 millions de dollars par mois. Certes, les pays émergents ne connaissent pas la récession, mais la chute

brutale de leur croissance a des impacts sociaux graves, car seuls des taux de croissance élevés leur permettent d'absorber la population en âge de travailler : dans les pays en développement 180 millions de travailleurs basculent dans la pauvreté en 2009, soit un recul de dix ans.

Devant la déconfiture des banques et la paralysie du système financier mondial, seule l'intervention publique massive empêche un effondrement total à partir du second semestre 2008. Les mesures prises pour lutter contre la crise diffèrent entre les pays et au fil du temps. Elles combinent le rachat par l'Etat de leurs titres toxiques aux banques, la recapitalisation de celles-ci et l'octroi de garanties pour rétablir la confiance.

Les recapitalisations des banques par les États mobilisent 350 Md\$ aux États-Unis et 125 Md€ dans la zone Euro, alors que les garanties publiques se montent à 4 361 Md\$, dont 32 % aux États-Unis et 57,5 % dans la zone Euro. L'effort cumulé américain représente 50% du PIB des États-Unis, soit plus que la somme de l'achat de la Louisiane, du New Deal, du Plan Marshall, des guerres de Corée et du Vietnam, de la NASA et de la conquête de la Lune.

En Europe, la proportion des actifs des 3 plus grandes banques de chaque pays garantis par leurs gouvernements respectifs représente en 2009, 130% du PIB allemand, 257% du PIB français mais 1079% du PIB islandais.

En parallèle à l'action des Banques centrales, dont certaines, comme aux États-Unis, doivent être recapitalisées par leurs États respectifs, les États s'endettent pour compenser l'effondrement de leurs rentrées fiscales.

La destruction de plus de 4 000 Md\$ de valeurs n'a pas permis de déboucher sur une sortie de crise, alors que les marchés envisagent désormais la possibilité pour les Etats de faire défaut.

La dette publique américaine atteint 13 051Md\$ en juin 2010, soit 88% du PIB, rendant la première puissance mondiale de plus en plus dépendante de sa capacité à drainer l'épargne mondiale, tandis que dans la zone Euro, elle représente 80% du PIB. En 2010, le monde est arrivé à la limite des politiques de relance par les déficits publics. Pour ramener à partir de 2010 cette dette aux niveaux que les critères de Maastricht imposent dans la zone euro, il faudrait 74 ans au Japon, 23 ans aux États-Unis, 21 ans à la Grèce et 19 ans à la France.

Parmi les causes de la crise, on incrimine l'excès de liquidités lié aux taux d'intérêts bas, la complexité des instruments financiers, des exigences de rentabilité du capital

et des modes de rémunération qui privilégient les choix de court terme et surtout la disparition de la notion de risque.

Aux Etats-Unis, 1 200Md\$ de dettes étaient titrisées en 1999, mais la titrisation en dissémine 4 000 Md\$ au reste de l'économie en 2007. Le risque transféré par les *CDS* (des garanties non préfinancées) passe de 6 000 Md\$ (49% du PIB américain) en 2004 à 60 000 Md\$ (plus que le PIB mondial) en 2008. Les nouvelles règles (normes IRFS appliquées à partir de 2006 et ratio Mac Donough pour les banques à partir de 2007) ont propagé l'illusion que le prix du marché reflétait la juste valeur des actifs et ont contribué à accroître la volatilité sur un fond de cécité des régulateurs et de déficience des agences de notation privées.

Cette crise ne résulte pas seulement d'une défaillance cyclique ou de gestion, mais de causes structurelles. La crise de l'endettement est aussi celle de la régulation et du modèle anglo-saxon. Les solutions mises en œuvre – bas taux d'intérêt des banques centrales, nationalisation des créances problématiques et des banques, relance keynésienne – restent toutes conventionnelles : elles ne traitent que les symptômes et non les causes systémiques de la crise actuelle.

## **1.2. UNE CRISE MONDIALE**

Globale, la crise économique, financière, alimentaire et écologique n'épargne aucune région du monde. Après avoir frappé au cœur l'hyperpuissance américaine, elle révèle un monde multipolaire, marqué par la reconfiguration des puissances.

Les optimistes, qui depuis la fin 2009 confondent reprise et sortie de crise, négligent une cause de celle-ci : la fin du régime de production fordiste de l'après-guerre, que symbolise la faillite de General Motors. Ce régime de croissance, basé sur le productivisme et la consommation croissante des matières premières, se heurte désormais à leur raréfaction et à de graves déséquilibres écologiques, que traduisent les crises alimentaires et climatiques et la course au contrôle des ressources.

Pour l'ONU, chaque hausse de 1 % du prix des denrées de base plonge 16 millions de personnes supplémentaires dans l'insécurité alimentaire, soit 1,2 milliard d'êtres humains d'ici à 2025. En première ligne se trouvent les pays les plus pauvres : le Burundi, Haïti, l'Érythrée, Madagascar, le Sierra Leone ou le Zimbabwe. Au problème alimentaire, s'ajoute le problème des réfugiés climatiques. L'ONU estime que 50 millions de personnes, touchées par les conséquences du changement climatique, quitteront leur habitation d'ici 2010.



Si les conséquences des crises climatiques restent à venir, celles de la raréfaction des matières premières ont des répercussions géopolitiques qu'accroît la crise. La sécurisation de ses approvisionnements pour maintenir ses niveaux de production a donné lieu, avant même la crise, à une stratégie très offensive de la part de la Chine. Celle-ci a d'abord visé le Moyen-Orient, l'Asie centrale et la Sibérie. Mais pour se garantir des soubresauts politiques du Moyen-Orient, elle développe désormais une politique africaine spécifique.

Jusqu'à présent les exportations chinoises à bas prix soutenaient le mode de vie américain. Elles permettaient aussi à la Chine de maintenir une croissance indispensable à sa population active grandissante, afin d'éviter l'explosion sociale qui pourrait mettre fin à l'hégémonie du Parti communiste. 60% de l'augmentation du déficit commercial américain qui en résulte (680 milliards de dollars en 2008) est dû à la Chine, qui réinjectait aux Etats-Unis les dollars du déficit commercial américain. Aujourd'hui, la Chine, qui a contesté le rôle de référence internationale du dollar lors du G20 de Londres, se débarrasse des dollars, achète des actifs et investit à l'étranger.

Pour le moment, la Chine – tout comme l'Inde d'ailleurs - n'a pas encore pu surmonter tous ses handicaps, notamment ses ressources naturelles insuffisantes et sa faible avance technologique. Les pays de l'OPEP restent trop dépendants du pétrole, leur seule ressource. Autre producteur de matières premières, la Russie n'a pas réussi à reconstituer l'ancienne sphère d'influence de l'URSS. Quant aux Etats-Unis, éphémère hyperpuissance, ils sont de plus en plus dépendants de l'extérieur pour financer leur consommation.

Si la crise a redistribué les cartes, aucune puissance ne peut encore prétendre prendre une position mondiale dominante.

### **1.3. LA CRISE D'UN SYSTEME**

#### **La crise d'un modèle.**

L'accès aux ressources et les transferts de technologies dans une économie mondialisée entament la domination occidentale exercée longtemps sans partage. Le capitalisme financier qui a accompagné la mondialisation, en universalisant les pratiques financières autour de deux centres principaux, New-York et la City, a un temps permis d'en retarder l'échéance. La crise semble précipiter celle-ci. C'est pourquoi, les pays occidentaux veulent, malgré leurs protestations de changement, à toute force croire que la reprise correspondra au rétablissement du système d'avant, celui du libre-échange, de la dérégulation et de la consommation.

Si le libre-échange s'est imposé depuis la chute de l'URSS, ses règles et normes se sont trouvées fortement influencées par les pays occidentaux et surtout pas les Etats-Unis, qui contrôlent les organes de la gouvernance internationale et n'hésitent pas à ériger de véritables barrières protectionnistes, officiellement pour protéger des secteurs stratégiques. De plus, la formation des futures élites des pays en développement relève d'une stratégie d'influence qui permet de leur inculquer des schémas de pensée, d'action et de consommation en harmonie avec les intérêts occidentaux. Dans tous les cas, il s'est agi d'imposer au reste du monde, au nom d'un discours libéral, les règles avec lesquelles les pays occidentaux se donnent les meilleures chances de conserver leur avantage.

Au sein même des pays développés, à partir des années 80, les principes de justice sociale de la Déclaration de Philadelphie – adoptée par l'OIT (Organisation Internationale du Travail) le 10 mai 1944 - ont été battus en brèche par la vague néo-libérale. Celle-ci s'est traduite par la privatisation progressive des grands mécanismes de l'Etat social. Le consensus néo-libéral, marqué par le retrait de l'Etat et le démantèlement progressif de l'Etat providence, a correspondu à une déformation des revenus au détriment des salaires et à un creusement des inégalités, qui ont conduit les moins favorisés à recourir à l'endettement pour maintenir leur consommation.

Aux Etats-Unis, 20% des ménages les plus pauvres perçoivent 3,5% des revenus contre 5% en 1973 ; les 5% les plus riches touchent 21% des revenus contre 16% en 1973. En France, entre 1998 et 2005 les revenus des 90% les moins bien payés ont progressé de 4,5% et ceux des 10% les mieux rémunérés de 9% tandis que les 1% les mieux lotis ont vu leur revenu progresser de 20%. Il n'est pas étonnant de constater que la consommation a mieux résisté à la récession dans les pays - particulièrement la France - les moins libéraux.

### **Une crise de la gouvernance.**

Face au marasme, le premier réflexe a été de revenir à la réglementation. Pourtant, le secteur de la finance, acteur majeur de la crise, était déjà parmi les plus réglementés, ce qui montre bien que l'enjeu n'est pas de définir de nouvelles règles, mais de renforcer la gouvernance, dont le droit n'est qu'instrument parmi d'autres.

Parallèlement au droit, produit par les États ou les organisations interétatiques, un ensemble de normes privées permet aux acteurs de trouver le texte qui légitimera leur pratique. Les États, limités par la dérégulation dans leur capacité à imposer des règles contraignantes, se sont reposés sur la société civile pour définir des normes volontaire, c'est-à-dire privées, sanctionnées par des juridictions publiques en cas de non application. Ainsi, au niveau mondial,

la régulation des marchés financiers est gérée par un ensemble d'institutions: intergouvernementales (OCDE, FMI, G7...), de réseaux de régulateurs nationaux (Comité de Bâle, ...), ou encore privées (Chambre Internationale de Commerce, Union de Berne...). Il manque à cet ensemble une instance capable de produire une régulation cohérente et efficace, ce qui a permis à la puissance dominante américaine de s'imposer pour garder une forte maîtrise sur la régulation afin de maintenir son avantage compétitif.

Si l'État ne se substitue plus aux agents économiques, s'il ne prétend plus gérer les secteurs clefs de l'économie, il se pose désormais, avec la régulation, en instance de tutelle. La crise suscite de nouvelles interrogations sur la place et le rôle de l'Etat dans l'économie et, donc, une réflexion sur ses moyens d'intervention.

### **Une crise des valeurs**

En complément de la question du rôle de l'Etat, la crise amène aussi à poser celle du rapport entre l'intérêt général et les intérêts particuliers, c'est à dire celle des valeurs sur lesquelles se fondent les sociétés démocratiques et libérales.

Max Weber (1864-1920) avait montré comment le capitalisme s'appuyait, à l'origine, sur un ensemble de valeurs. Celles-ci privilégiaient l'investissement et le long terme, l'engagement dans une œuvre collective dépassant l'individu qui y participe et dont le rayonnement se poursuivait au-delà des générations qui y avaient pris part. Mais Tocqueville (1805-1859), décrivant la démocratie américaine, avait aussi très tôt pressenti comment le mimétisme matérialiste éloignait les individus du bien commun, présentant ce qui allait devenir la société de consommation.

La récession provoquée par la crise a mis à mal les fondements - les valeurs - de la société de consommation. Dès novembre 2007, 48% des Français modifient leurs habitudes de consommation en réaction à la crise (TNS-Sofres), passant d'un achat compulsif à un achat réflexif. Ce mouvement touche plus particulièrement ce symbole de la société de consommation qu'est l'automobile.

Dans l'esprit du consommateur, l'automobile – que les villes éloignent de plus en plus leurs centres - a changé de statut, au point que très vite il ne sera plus nécessaire de la posséder pour en avoir l'usage. La nouvelle consommation deviendrait ainsi davantage un miroir reflétant l'identité et les aspirations des individus qu'une vitrine de leur statut social. Aussi n'est-il pas étonnant qu'aujourd'hui seuls résistent bien les secteurs qui produisent des biens et des services indispensables : l'agroalimentaire, les télécommunications, la santé, les services à la personne. Toutefois, l'espoir d'un retour de la confiance du consommateur reste au cœur des scénarios de reprise.

## **Une crise de la modernité**

Composante de la modernité, l'idéologie du libéralisme économique a imposé à partir du XIXe siècle au monde occidental une conception désocialisée de l'économie : une économie constituant un système distinct qui commande à l'ensemble du champ social. Cette vision semble aujourd'hui mise en échec. La modernité, qui a dissocié l'Homme de la nature et l'économie du social, puis la finance de l'économie réelle, ne constitue pas seulement l'une des causes de la crise. Cette dernière pourrait bien être une crise de la modernité elle-même.

L'espoir que l'environnement deviendra le nouveau moteur du développement et de la compétitivité semble encore relever de l'idée que l'Homme doit se rendre maître de la nature et montre surtout une foi persistante dans la capacité du marché à rebondir. Pourtant, les dépenses à engager pour protéger et donc gérer plus efficacement le patrimoine écologique ont un rendement difficilement calculable et concernent un bien collectif mondial. Il semble bien que les gains environnementaux obtenus avec les nouvelles technologies ne puissent remplacer la nécessaire transformation des modes de vie.

Dès à présent, les mesures adoptées pour gérer la crise, comme la crise elle-même, modèlent une réalité nouvelle et les mesures de relance peinent à repousser l'échéance du changement.

## **2. UNE TRIPLE RUPTURE**

### **2.1. LA RUPTURE ECONOMIQUE**

La crise marque une rupture avec les réformes ultra-libérales mises en œuvre par Margaret Thatcher au Royaume-Uni à partir de 1979 et Ronald Reagan aux États-Unis après 1980. Longtemps vouées au financement des activités économiques, les activités financières passent au premier plan dans les années 80 : l'économie réelle finance désormais le déploiement des activités financières. Cette inversion se traduit par une explosion des flux financiers.

Entre 1990 et 2007, la capitalisation boursière mondiale est multipliée par 7 et le FMI estime le stock de capital des principaux marchés financiers en avril 2009 à 7 fois le PIB mondial. Cette financiarisation des économies a donné aux États-Unis une place de tout premier plan. En 2000, la capitalisation boursière de Wall Street est de 15 000 Md\$ quand le cumul des capitalisations boursières de l'Europe et du Japon n'est que de 11 000 Md\$.

Le triomphe des ultra-libéraux éclate dans le *Manifeste pour un nouveau siècle américain*, que les néoconservateurs publient en 1997. Pourtant, l'extension du modèle néo-libéral au reste du monde favorise l'émergence de nouveaux concurrents pour les Etats-Unis, dont l'économie dépend de plus en plus des matières premières importées et de l'endettement. Le recul de l'emploi industriel et la faible croissance industrielle (25% et 3% entre 1990 et 2008) ne permettent pas de compenser par les exportations le déficit commercial et budgétaire financé par le reste du monde.

En Europe, le vieillissement de la population, qu'une immigration entravée par des procédures restrictives n'arrive plus à compenser, réduit les perspectives, tandis que la faiblesse des gains de productivité creuse les déficits commerciaux, sur fond de difficultés budgétaires des Etats.

Contrastant avec le déclin européen et les problèmes structurels américains, les pays émergents voient leur part dans la production mondiale passer de 38% en 1985 à 50% en 2009. Leur place dans les exportations mondiales passe de 25% en 1995 à 40% en 2005 et l'écart des taux de croissance est de 3 points en leur faveur. Les gains annuels de productivité se chiffrent à 8% dans les pays émergents contre 2% seulement dans les pays riches.

Les pays émergents concentrent désormais les rentes de demain : rente du capital (taux d'épargne élevé et réserves de change) ; rente du travail (faibles coûts salariaux) ; rente technologique (une population jeune de mieux en mieux formée) ; rente des matières premières (réserves). De plus en plus de pays émergents se mettent désormais en mesure de prendre le contrôle d'entreprises occidentales via leurs fonds souverains (le fonds chinois se monte à 200 Md\$). Parallèlement, des entreprises de pays émergents, dont la capitalisation boursière est devenue plus importante en raison d'une meilleure rentabilité, rachètent des entreprises de pays développés (Arcelor-Mittal).

## **2.2. LA RUPTURE GEOPOLITIQUE**

Après l'effondrement des systèmes financiers des pays développés, ces derniers doivent aujourd'hui tenir compte du rééquilibrage géopolitique, géostratégique et géoéconomique des rapports de forces mondiaux. Depuis que la crise a accéléré le déclin et la marginalisation de leurs alliés traditionnels japonais et européens, les Américains considèrent que le centre de gravité de la planète a basculé vers le Pacifique et l'Asie, écartant le continent européen des débats stratégiques.

Cependant, le jeu des relations internationales garde encore l’empreinte stratégies de puissance déployées par les grands États qui ont dominé la mondialisation.

Après la deuxième Guerre mondiale, la croissance forte des Trente Glorieuses, l’Etat providence et la Guerre Froide ont façonné un monde marqué par une forte stabilité économique conjuguée à une grande instabilité politique. Entre la chute du mur de Berlin, l’implosion du communisme et la crise de 2008 un nouveau modèle de croissance fondé sur l’endettement et un libéralisme radical a permis la domination sans partage de l’hyperpuissance américaine.

La Guerre froide ne s’étant pas conclue par des traités internationaux, les institutions restent inchangées pour un monde de plus en plus interdépendant et de moins en moins organisé. En effet, l’implosion du communisme n’a pas donné lieu, comme en 1945, à de nouveaux modes de régulation internationaux (Bretton Woods, ONU,...), ni à une politique cohérente (telle la stratégie du *containment*). Les violences, jusqu’alors contenues, du monde bipolaire se sont déchaînées avec des guerres, des exactions et des massacres dont la révolution de l’information véhiculait instantanément les images dans le monde entier. Simultanément, les effets négatifs de la mondialisation, particulièrement la montée des inégalités, apparaissent très décalés par rapport à l’idéologie dominante, qui promettait un monde plus pacifique, plus prospère et plus démocratique.

Aussi, quand la crise a éclaté, les conditions d’une rupture profonde marquaient déjà les relations internationales et permettaient d’entrevoir la fin de l’hégémonie occidentale. L’échec irakien et la dé-légitimation de l’action des Etats Unis, le rôle nouveau du terrorisme et d’organisations non étatiques (Al-Qaïda) tout comme la prolifération nucléaire, donnent au monde ses nouveaux traits : moins belliqueux que par le passé, mais beaucoup plus instable, alors même que de nouveaux acteurs – généralement d’anciennes puissances comme la Chine, l’Inde ou l’Iran – émergent.

Avec la crise, la raréfaction des ressources oriente encore plus qu’avant la stratégie des puissances. Or le rapport de force reste pour le moment en faveur des Etats-Unis, si bien que leurs adversaires élaborent des stratégies de contournement, notamment le recours au terrorisme, face auquel la supériorité technologique paraît inopérante. Dépourvus des moyens de la victoire, les plus faibles peuvent, pour mettre en échec leur adversaire, prolonger indéfiniment les conflits. Ce faisant, ils révèlent le contraste entre la générosité des intentions affichées par les Occidentaux et la recherche des intérêts les plus concrets. Ils mettent ainsi en relief une dissymétrie radicale entre deux ensembles de populations: les unes, prospères, privilégiant le bien-être, le court terme et réticentes aux pertes parce que vieillissantes; les autres, pauvres, jeunes, s’inscrivant dans le temps long et prêtes à tous les sacrifices pour réduire et anéantir les valeurs de la modernité.

Dans les conditions nouvelles créées par la crise, il convient de se demander combien de temps encore les pays développés et surtout les Etats-Unis disposeront des ressorts internes - politiques, idéologiques et financiers - et de capacités extérieures suffisantes pour assurer le maintien de leur hégémonie mondiale, sachant par exemple, que la guerre en Irak coûte quelques 120 milliards de dollars par an.

Les Etats-Unis sont en crise pendant que la Chine a vu simplement sa croissance ralentir. Or la crise est directement liée à la synergie économique, financière et commerciale établie entre la Chine et les Etats-Unis au cours des dernières décennies. Aujourd'hui, cette synergie - où la Chine exporte et épargne, les Etats-Unis s'endettent et achètent - n'existe plus. Ce modèle, un des moteurs qui ont conduit à la crise, est en panne alors même que le rôle de la Chine sur la scène mondiale ne cesse de croître, comme l'ont prouvé le G20 de Londres en avril 2009, ou le Sommet de Copenhague sur le climat. Aucun accord n'est dorénavant possible sans son assentiment. Ses dirigeants veulent renforcer leur pouvoir au sein des institutions internationales et participer à la définition des normes afin de mieux défendre les intérêts chinois.

Premier exportateur mondial, premier producteur d'acier et de voitures, premier créancier des Etats-Unis, la Chine détient les plus importantes réserves de change. Sa croissance annuelle moyenne, qui frôle 10% depuis une vingtaine d'années, est comparable à l'émergence chaque année d'une économie de la taille de celle du Portugal et crée autant d'emplois que le total de la population active australienne. Soutenues par leur gouvernement et par leur marché intérieur, les grandes entreprises chinoises partent désormais à la conquête de leurs concurrents occidentaux (rachat de Volvo par Geely) et misent sur les technologies vertes et les TIC. Les entreprises étrangères investissent massivement dans l'Empire du Milieu pour profiter de l'essor d'une classe moyenne qui représente, avec 280 millions de personnes, l'équivalent des populations réunies de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Italie et de l'Espagne. Peu touchée par la crise, la Chine ne compte que 26 millions de chômeurs, ce qui rapporté à la population totale correspond à peine au niveau du chômage frictionnel en France. La récente relance chinoise l'a montré : la Chine peut se passer des achats américains, son marché intérieur se révélant suffisamment vaste pour prendre le relais.

Dans un monde qui lui ressemble de moins en moins, l'Europe se trouve quant à elle, confrontée à de nouveaux défis. Délivrée du fardeau de la colonisation et prise en charge par les Etats-Unis pour sa sécurité, elle a pu longtemps se consacrer exclusivement à sa prospérité. A la différence de la politique américaine de

promotion de la démocratie, le modèle européen ne se veut pas exportable. Si depuis la chute du mur de Berlin, les périphéries européennes deviennent plus turbulentes, les problèmes européens restent surtout internes : le multiculturalisme ne fonctionne pas et l'assimilationnisme à la française est en panne. La conjonction d'un discours culturaliste et de l'exclusion rend les quartiers défavorisés explosifs, alors même que les impasses budgétaires des Etats ne permettent plus d'y déployer des politiques palliatives, qui de toute manière se sont montrées inefficaces jusqu'à présent. La crise, qui a donné lieu à un endettement important des Etats, introduit un risque supplémentaire de dislocation : au sein de la zone Euro, entre les pays anti-inflationnistes comme l'Allemagne et ceux - surtout méditerranéens - dont l'inflation reste la seule alternative à une récession plus grande encore, d'une part ; d'autre part, entre les Etats-Unis, ouvertement inflationnistes (donc de fait protectionnistes) et la zone Euro qui l'est globalement moins. Dans tous les cas, la pression de la crise fait courir à la cohésion européenne et à la solidarité transatlantique le risque d'une désagrégation.

### **2.3. LA RUPTURE SYSTEMIQUE**

La mondialisation, qui a mis en concurrence toutes les économies du monde, a dû son développement à la perte de crédibilité du modèle communiste comme alternative au capitalisme, au développement du capitalisme financier et à la conjonction de l'essor des T.I.C. et des moyens de transports, qui ont réduit les obstacles à la circulation de l'information, des capitaux et des marchandises. En parallèle, les TIC viennent offrir un levier d'une puissance sans précédent sur les opinions publiques, d'autant que celles-ci exigent désormais des acteurs économiques une responsabilité étendue au champ sociétal.

Les premières étapes de la crise financière ont révélé la puissance et le rôle de l'arsenal informatique mis en œuvre par les « *traders* ». Néanmoins, le rôle de la révolution numérique - réduite à l'apport des TIC - dans les mutations de l'économie qui ont conduit à la crise reste sous-estimé. L'informatisation de l'industrie a profondément transformé la nature de ses produits. Ceux-ci sont devenus des assemblages de biens et de services produits dans le cadre de partenariats. Pourtant, la plupart des acteurs n'y voient encore qu'une technique comme une autre, ce qu'illustrent bien les résistances de beaucoup d'entreprises : nombre d'entre elles s'attachent surtout à la composante physique de leur production et hésitent à déployer les services qui conforteraient la qualité du produit. Modifiant la nature des produits,



l'informatisation et le progrès des télécommunications ont aussi transformé l'organisation de l'entreprise, en permettant le passage à des organisations apprenantes, le partage de l'information et des compétences, la décentralisation du pouvoir de décision, en allégeant les hiérarchies intermédiaires et en substituant l'animation aux rapports d'autorité (un changement de culture qui explique bien des résistances). Dans la production informatisée, la conception du produit mobilise la quasi-totalité du coût de production au départ. Le coût marginal devenant négligeable, cette économie connaît des rendements d'échelle croissants. L'entreprise doit alors anticiper tant la demande des clients que les initiatives des concurrents, qui en améliorant la qualité augmentent les coûts de conception.

Le risque s'avère très élevé dans ce type d'économie, où la demande s'oriente vers moins de quantité et plus de qualité. Tout lancement d'un nouveau produit nécessite des investissements considérables de recherche, de développement, de marketing et de commercialisation (on parle d'économie hypercapitalistique) pour réaliser un pari sur le marché et sur le niveau et la réactivité des concurrents. De plus, si l'informatisation montre son efficacité pour l'entrepreneur, elle l'est aussi pour le prédateur, dont les tentations (contrefaçon, guerre économique) deviennent d'autant plus fortes que la concurrence, maintenant mondiale, s'avère vive et le risque élevé.

## **3. DES MENACES MULTIPLES**

### **3.1. LES MENACES ECONOMIQUES**

Du fait de leur raréfaction et de la croissance des pays émergents, les prix des matières premières s'orientent tendanciellement à la hausse. Si les marchés de matières premières étaient parfaitement arbitrés, cette hausse des prix – un temps interrompue - aurait déjà repris. Elle n'est plus repoussée que par la limitation des capacités de stockage. Cependant, lorsque se rapprochera le moment où l'offre de matières premières deviendra insuffisante, une hausse brutale des prix aurait pour effet, comme en 2007, de réduire brutalement le revenu réel des pays développés.

L'approfondissement de la crise économique risque donc de déboucher sur une guerre économique, financière et monétaire. D'ores et déjà, les stratégies de dépréciation des monnaies - afin de regagner en compétitivité - ont tendance à se

généraliser, tandis que les masses de capitaux disponibles à la recherche de rendements élevés menacent le système financier mondial de nouvelles bulles spéculatives, comme sur les matières premières.

Afin de desserrer le poids du dollar dans ses échanges commerciaux mondiaux et d'internationaliser davantage l'utilisation du Yuan, la Chine a signé au printemps 2009 six accords monétaires avec des partenaires commerciaux (Argentine, Biélorussie, Corée du Sud, Hong Kong, Indonésie, Malaisie) et multiplie les prêts aux États en difficulté (africains notamment) en échange de pétrole et de matières premières. Un autre risque est que la volonté de maintenir un Yuan sous-évalué pour des raisons de politique intérieure, entraîne un réarmement douanier ailleurs dans le monde, accélérant le processus de dé-mondialisation déjà bien avancé.

En 2009, parce que l'endettement privé, était devenu insoutenable, notamment aux Etats-Unis, la crise financière n'a pu être contenue que par l'intervention des Etats, qui n'ont pu enrayer une déflation mondiale qu'au prix d'une hausse moyenne de leur dette publique de 40 % du PIB. Le caractère insoutenable de la dette privée se trouve désormais doublé par celui de la dette publique, alors que les problèmes de fond n'ont pas trouvé de solution : les surcapacités de production ne permettent toujours pas d'équilibrer l'offre par une demande qui ne serait pas soutenue par des crédits supplémentaires.

Le durcissement des politiques budgétaires, au risque de l'aggravation de la récession, tente de répondre au péril d'une généralisation de la crise des dettes publiques, que pourrait provoquer le refus des investisseurs et des banques d'accumuler davantage de titres publics. Ce risque est d'autant plus imminent, qu'au nom du désarmement financier des Etats, (indépendance des banques centrales) un marché secondaire de la dette souveraine s'est développé au grand avantage des banques, et au désavantage des Etats. La réalisation d'un tel scénario aurait pour conséquence une fuite de l'épargne (des capitaux, de l'investissement) des pays développés vers les pays émergents, d'où un affaiblissement supplémentaire de la croissance des pays occidentaux, sur fond de crise politique et sociale due au freinage des salaires et au chômage élevé.

L'hypothèse de la faillite d'Etats endettés pour sauver les banques ne peut plus être exclue. Si la Grèce n'appartenait pas à la zone Euro, elle aurait probablement connu une telle faillite. En fait, la crise grecque révèle un problème plus global. En effet, l'Europe concentre les difficultés en cumulant un important chômage structurel, le

surendettement et le vieillissement démographique (les engagements de retraite atteignent 437 % du PIB).

En France la dette publique approchera 100 % du PIB en 2012, avec un déficit structurel (6,2 % du PIB), des dépenses (56 % du PIB) et des prélèvements importants. La consommation, principal moteur de son économie, est alimentée par les transferts sociaux (35 % du PIB), et donc financée par la dette publique, Elle reste d'autre part pénalisée par la faiblesse des gains de productivité (0,7 %) et le niveau élevé du chômage.

Face à la crise grecque, l'Europe est intervenue trop peu et trop tard, mais surtout désunie. Le plan de secours du 10 mai 2010, a certes réglé la crise de liquidité mais ne résout pas les problèmes structurels. Il s'accompagne d'une exigence de réduction très rapide des déficits publics qui semble déraisonnable : si elle est appliquée, la récession frappera à nouveau l'économie européenne ; si elle n'est pas réalisée, de nouvelles attaques sur les dettes publiques des pays les plus fragiles se produiront lorsque les marchés financiers réaliseront que les déficits publics restent élevés. L'accumulation anarchique de mesures d'économies et de sanctions exigées par l'Allemagne ajoute encore aux faiblesses européennes. Même après une période d'austérité, le problème financier demeurera, la création monétaire artificielle (non gagée par des crédits privés) risquant alors de faire succéder brutalement une hyperinflation à un épisode de déflation ou de stagnation continue des prix. L'inflation présente néanmoins le mérite d'accélérer la reprise, grâce au passage d'une économie de patrimoine à une économie de travail, par un appauvrissement artificiel des patrimoines qui avaient été artificiellement augmentés.

La croissance de la zone euro est menacée par la hausse attendue du prix des matières premières, le désendettement du secteur privé et la poursuite des pertes de parts de marché et des délocalisations. Les pays en crise pourraient alors être tentés de quitter l'Union économique et monétaire (UEM), afin d'assouplir leurs conditions monétaires et de dévaluer leur monnaie. Le Pacte de stabilité et de croissance, qui limite les déficits budgétaires des membres de la zone euro, donne une autre raison de vouloir quitter l'UEM, certains pays voulant opter pour une politique keynésienne traditionnelle financée par le déficit. Enfin, la mise en place d'une autorité fiscale pour l'Union européenne ouvrirait la voie à une redistribution des revenus qui pourrait inciter des pays à revenus élevés à quitter l'Union.

Les solutions propres à contrecarrer ces scénarios présentent pourtant un caractère d'évidence : un gouvernement économique, une solidarité budgétaire et fiscale, la

mise en oeuvre de la stratégie de Lisbonne (innovation) et la dépréciation de l'euro pour soutenir la compétitivité et relancer les exportations vers les pays en croissance rapide (25% seulement du total des exportations aujourd'hui) ainsi qu'une politique volontariste de soutien des salaires. Il s'agit probablement là des seules alternatives à une plongée dans la récession ou à un nouveau sauvetage de l'Europe par les Etats-Unis...aux conditions américaines.

### **3.2. DES MENACES GEOPOLITIQUES**

Le monde occidental a propagé à partir des années 80 un langage universel, celui des affaires. Les différences de mœurs économiques ont été assimilées à des retards de développement, alors qu'elles découlent directement des cultures des peuples. La mondialisation a eu une double influence sur ces cultures : elle a aiguisé les confrontations entre elles tout en conduisant à leur érosion, car multinationales par leur implantation, les entreprises le restent aussi par leurs recrutements. La libéralisation commerciale et financière, l'innovation technologique et le développement des transports et des communications ont aussi produit des migrations économiques, des conflits pour le partage des ressources, des revendications identitaires ou religieuses, ainsi que le développement incontrôlable d'une économie criminelle. D'autre part, le glissement des affrontements entre Etats sur le terrain de l'économie a conduit à une accélération de la guerre économique dont les entreprises deviennent les instruments. Dans un tel contexte, les cultures nationales influencent le comportement des entreprises sur les marchés, dans leurs affrontements.

Aujourd'hui, l'écart des taux de croissance accentué par la crise pourrait pousser certains pays émergents à plus d'agressivité. Une escalade non contrôlée à partir d'un conflit local - l'aventure extérieure servant de dérivatif à des tensions internes (l'Iran menace Israël, la Corée du Nord agresse son voisin du Sud) - la perception d'un avantage décisif (la maîtrise du nucléaire militaire par l'Iran, la dissémination nucléaire à partir du Pakistan,...), pourraient provoquer des déflagrations majeures.

L'Asie centrale se place désormais, comme hier le Moyen Orient, au cœur des luttes entre les puissances émergentes pour accéder aux ressources. Au carrefour de la Chine, de l'Inde et de la Russie, elle jouxte des zones de conflit et d'insécurité (l'Afghanistan, la province chinoise du

Xinjiang, l'Iran). La Chine y augmente régulièrement sa présence : au Tadjikistan, en participant à l'industrie de l'aluminium et au Kazakhstan, avec les accords commerciaux signés avec Kaz Munai Gaz et Kazatomprom. La Russie a, pour sa part, commencé à infiltrer le système bancaire kazakh par des acquisitions dans les banques d'État. Cet environnement commercial se construit sur des bases instables, faites de corruption, d'intérêts politiques divergents, d'agitation sociale et de criminalité. Pour le moment, les stratégies commerciales de la Chine et de la Russie pour acquérir une influence dans la région ont contribué à y maintenir le statu quo politique. Néanmoins, les Chinois redoutent une infiltration islamiste par le biais des Ouïghours musulmans de la province du Xinjiang, théâtre de troubles graves en 2009. Au Sud, les Américains craignent que l'aide économique accordée par la Chine à la Birmanie, au Bangladesh, au Sri Lanka et au Pakistan parachève une «stratégie du collier de perles» à plus grande échelle.

Certes, en 2009, le budget militaire de la Chine ne représente que 1,7 % de son PIB. Toutefois, la croissance économique permet à elle seule une hausse massive du budget, qui suffirait à transformer la stratégie d'influence (*soft power*) et la diplomatie du dollar auxquelles la Chine recourt actuellement en un dispositif de puissance dure (*hard power*) plus crédible, propre à renforcer les tensions.

### **3.3. DES VALEURS MENACEES**

Les adeptes des scénarios les plus sombres comparent souvent la crise actuelle à celle de 1929. En 2010, alors même que le contexte politique diffère par de nombreux aspects de celui de la crise des années 30 et que les menaces s'avèrent moins lourdes, l'antilibéralisme semble plus que jamais majoritaire dans l'opinion et déborde du champ de l'économie. Une crise de la représentation affecte toutes les assemblées élues et toutes les institutions : votes protestataires, abstention, faible syndicalisation... Ce phénomène de défiance semble pourtant moins dangereux que lors de la précédente Grande crise, dans la mesure où il n'a plus d'idéologie de substitution à proposer, comme ce fut le cas au temps du fascisme et du communisme triomphants.

Si les conséquences politiques que la crise actuelle peut engendrer n'ont que peu de points communs avec celles qui ont conduit au second conflit mondial, le thème commun le plus récurrent aux deux grandes crises reste la critique des méfaits de la civilisation moderne, incarnée par le capitalisme libéral. Ce thème de la décadence, né au XXe siècle du choc de la guerre de 1914 et du chômage, trouve aujourd'hui des prolongements dans un ensemble de peurs millénaristes: peur de la fin du monde avec le réchauffement climatique, peur des grandes invasions avec la mondialisation et le creusement du fossé Nord-Sud, peur des

guerres de religion avec le terrorisme, peur des grandes pandémies (mobilisation contre la grippe H1N1),... Le film de Roland Emmerich, « 2012 », grand succès de l'année 2009, incarne parfaitement la somme de toutes les peurs. Le rôle que ce film réserve à la Chine est tout à fait révélateur: la réalisation ingénieuse des équipements qui sauveront le monde de la catastrophe !

Sur ce fond de peurs irraisonnées, la remise en cause - à l'occasion de la crise - des valeurs fondatrices du monde occidental déborde la contestation de la démocratie représentative ou celle du libéralisme économique. L'idée qu'il existe des lois qui dépassent l'humain et qu'il faut s'y résigner n'est pas nouvelle. Ces lois ont longtemps été transcendantes (le droit divin) avant d'être contestées par la rationalité et l'individualisme à partir de la Renaissance et de l'entrée dans la modernité. Depuis la fin du XIXe siècle, l'idée de lois qui dépassent l'Homme revient en force, sous un habillage « scientifique » : lois de l'Histoire, de la biologie, de l'économie, du marché... A partir de la révolution néo-libérale des années 80, l'idée qu'il n'existe pas d'alternative aux lois du marché s'impose, y compris à la social-démocratie (en France, c'est le gouvernement de Pierre Bérégovoy qui a, dans les années quatre-vingt, déréglementé les marchés financiers). Cette croyance et la résignation qu'elle implique remettent en cause les progrès dus à pensée des Lumières. Il s'agit d'un antihumanisme, qui niant les apports – en particulier le libre arbitre - de la pensée de Rousseau et de Kant, risque d'enfermer l'individu (assimilé à une simple ressource humaine) dans des solidarités communautaires élémentaires et de l'asservir à un groupe, une religion ou un maître à penser. Dans sa radicalité même, ce courant ne diffère pas fondamentalement, par ses mécanismes, de l'islamisme politique.

Au final, il n'est pas possible de laisser la crise rester la seule réponse possible à la mondialisation de l'économie. Il devient urgent de lui opposer la mondialisation de la politique, sans quoi, en revenant sur tous les acquis et les progrès de l'Occident depuis au moins la Renaissance, la crise réussirait cette performance : faire du jihadiste la figure emblématique et le précurseur du monde d'après !

## CONCLUSION

Survenue à l'apogée de la mondialisation, la crise en a révélé les déséquilibres et mis en échec les principes et les moteurs fondamentaux. Le monde d'avant est révolu. Celui d'après doit se construire dès à présent. Face à la crise, l'urgence devient de dominer peurs et réflexes pour inventer des solutions nouvelles.

La créativité que requiert leur élaboration nécessite la remise en cause des schémas du passé, une information ouverte, la connaissance, le respect des différences et la responsabilité partagée des arbitrages collectifs, mais aussi le partage du pouvoir pour les mettre en œuvre.

*Juin 2010 (à suivre...)*